

## Billet d'humeur du Secrétaire Général

### Coup de rabot à tout va dans le budget 2019 !

Dans ses choix relatifs à la politique économique et budgétaire, l'Exécutif a annoncé une série de mesures de rigueur pour 2019 sur les retraites, les APL, les allocations familiales, le gel des salaires des fonctionnaires. De quoi ainsi rogner très sévèrement le pouvoir d'achat des retraités et des actifs dans un contexte inflationniste à hauteur de 2,3 %.

Symbole de cette politique, les premiers visés sont les retraités avec la hausse de la CSG, la désindexation des pensions. Cela signifie que l'augmentation des retraites (+0,3%) sera largement inférieure à celle du coût de la vie.

C'est donc bel et bien une nouvelle baisse du pouvoir d'achat pour les retraités, en particulier ceux qui ont des revenus très modestes.

Ils ont travaillé, cotisé toute leur vie et aident, pour la plupart d'entre eux, leurs petits enfants ou enfants. Pour les petites pensions, une amputation de quelques centaines d'euros par an n'est donc pas neutre.

Rappelons que le montant moyen des pensions pour les 16 millions de retraités en France s'élève à environ 1300 euros par mois. Difficile d'y voir, comme le prétend le Chef de l'Etat, "un pognon de dingue".

Bref, si toutes ces ponctions fiscales sur les retraités permettent de financer la suppression des cotisations chômage des salariés, il n'empêche que le Chef de l'Etat oppose les actifs aux inactifs sans se soucier du niveau de vie réel.

Comme le rappelle à juste titre un grand quotidien à propos d'Emmanuel MACRON "Budget 2019 : Monsieur bricolage".

Avec la réforme systémique des retraites promise par le Chef de l'Etat, en cours de discussion avec nos organisations syndicales, ce sont les salariés et les fonctionnaires qui vont également être mis à contribution pour financer les retraites. Contrairement aux annonces rassurantes de l'Exécutif, la retraite par points, basée sur la croissance et l'espérance de vie, obligera les actifs à travailler plus longtemps pour obtenir des pensions modestes.

Quant aux chômeurs, le chef de l'Etat ne rate pas une occasion pour les agresser, en leur faisant la leçon de façon péremptoire. A un horticulteur au chômage, le Chef de l'Etat n'a que pour seule réponse, "*il suffit de traverser la rue pour trouver du travail*".

Bref tout le monde est perdant, retraités, chômeurs, actifs, futurs retraités. Ce sont donc des sacrifices qu'on impose à tous les Français à l'exception des "premiers de cordée" qui vont recevoir 6 milliards d'euros par an alors que les résultats économiques sont mauvais et que les ex assujettis de l'ISF n'investissent pas.

A vous de juger !

Philippe COSTA